

S'AGRANDIR OU FAIRE FAILLITE

Produire plus, une question de vie ou de mort
pour les exploitations agricoles européennes



1. INTRODUCTION

Dans toute l'Europe, [les premiers mois de l'année 2024](#) ont été marqués par les protestations d'agriculteurs et d'agricultrices qui ont bloqué des routes, entravé le passage des frontières et manifesté devant des bâtiments publics et des institutions de l'Union européenne. Les images de ces manifestations, en particulier celles d'agriculteurs en colère à Bruxelles, ont envoyé un message fort qui s'est immiscé dans l'agenda de nombreux responsables politiques, juste avant les élections européennes.

Alors que la plupart des préoccupations exprimées par le monde paysan portaient sur les [difficultés sociales et économiques](#) et sur le faible niveau de revenus, de puissants groupes d'intérêt tels que le Copa-Cogeca, la confédération européenne des lobbies de l'agro-industrie, ainsi que des responsables politiques conservateurs et d'extrême droite se sont empressés de désigner comme bouc émissaire la réglementation environnementale de l'Union européenne. Dans les mois qui ont suivi les manifestations, les membres de la Commission européenne, du Parlement européen et des gouvernements nationaux sont parvenus à supprimer les projets [visant à réduire l'utilisation des pesticides](#), à [améliorer le bien-être des animaux](#) et à [renforcer les normes de protection de l'environnement](#) dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), et [ont presque réussi](#) à geler les projets de l'UE visant à restaurer la nature. Pendant ce temps, l'UE n'a adopté [aucune politique majeure](#) dans le cadre de sa stratégie d'alimentation durable "de la ferme à la table".

Ce stratagème politique a eu pour effet de détourner l'attention des principales préoccupations du monde paysan et d'omettre le fait que les agriculteurs et agricultrices sont tributaires de la bonne santé de l'environnement et en première ligne de la crise climatique.

Mais alors, d'où vient vraiment le malaise agricole ?

Cette note d'information, commandée par l'unité européenne de Greenpeace, analyse les données et les tendances du secteur agricole de l'UE que la plupart des responsables politiques sont réticents à prendre en compte. Elle met en évidence les tendances macroéconomiques du paysage agricole européen, en examinant les catégories d'exploitations en fonction de leur production. L'analyse révèle que le système agricole et alimentaire actuel oblige les agriculteurs et agricultrices à toujours plus s'industrialiser et à augmenter leur production pour rester en activité, entraînant la disparition de nombreuses petites exploitations. Ce cercle vicieux, qui réduit les possibilités d'emploi et les moyens de subsistance en milieu rural, est entretenu par la répartition inégale des subventions publiques, qui favorise les plus grandes exploitations, et par l'incapacité des responsables politiques à remédier à ces inégalités.

Pousser les fermes à s'agrandir pour ne pas disparaître ne permet en rien de lutter contre le pouvoir des acteurs de la grande distribution et des multinationales agro-alimentaires, qui peuvent imposer aux agriculteurs des prix bas et entretenir ainsi la répartition inéquitable des bénéfices tirés de la production alimentaire. Cette industrialisation risque au contraire de détériorer encore plus le

bien-être animal et d'accroître la pollution (et par conséquent d'aggraver les effets nocifs sur notre santé).

La présidente réélue de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a promis d'équilibrer la durabilité et la compétitivité dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, mais a pour l'instant échoué à garantir un revenu équitable aux agriculteurs et n'a rien fait pour soutenir la transition vers une agriculture durable et respectueuse de la nature. Si les responsables politiques de l'UE ne changent pas le cap des politiques agricoles actuelles, les campagnes européennes continueront d'être en proie à la pollution, au chômage et à une agriculture industrielle destructrice de la nature.

2. LES PETITES FERMES EN DIFFICULTÉ

Ces dernières années, le nombre de fermes dans l'Union européenne a chuté à un rythme alarmant. Selon Eurostat, il ne restait que 9,1 millions d'exploitations agricoles en 2020, soit environ 5,3 millions de moins qu'en 2005 - ce qui représente une baisse de 37 % en 15 ans.

Ce chiffre, choquant en soi, cache une disparité importante : ce sont surtout les petites fermes qui disparaissent.

Sur les 9,1 millions d'exploitations agricoles que compte l'UE, la Commission européenne estime que seules 3,6 millions d'entre elles sont des "exploitations commerciales", c'est-à-dire des exploitations suffisamment grandes pour fournir aux agriculteurs leur principal emploi et un revenu suffisant pour subvenir aux besoins de leur famille¹. Cette note d'information se concentre sur ces exploitations commerciales, dont beaucoup connaissent les difficultés sociales et économiques dénoncées lors des manifestations. Pour les besoins de cette analyse, les exploitations commerciales ont été classées en fonction de leur production économique annuelle² : les petites fermes, les fermes de taille moyenne à grande et les grandes entreprises agricoles ou méga-exploitations.

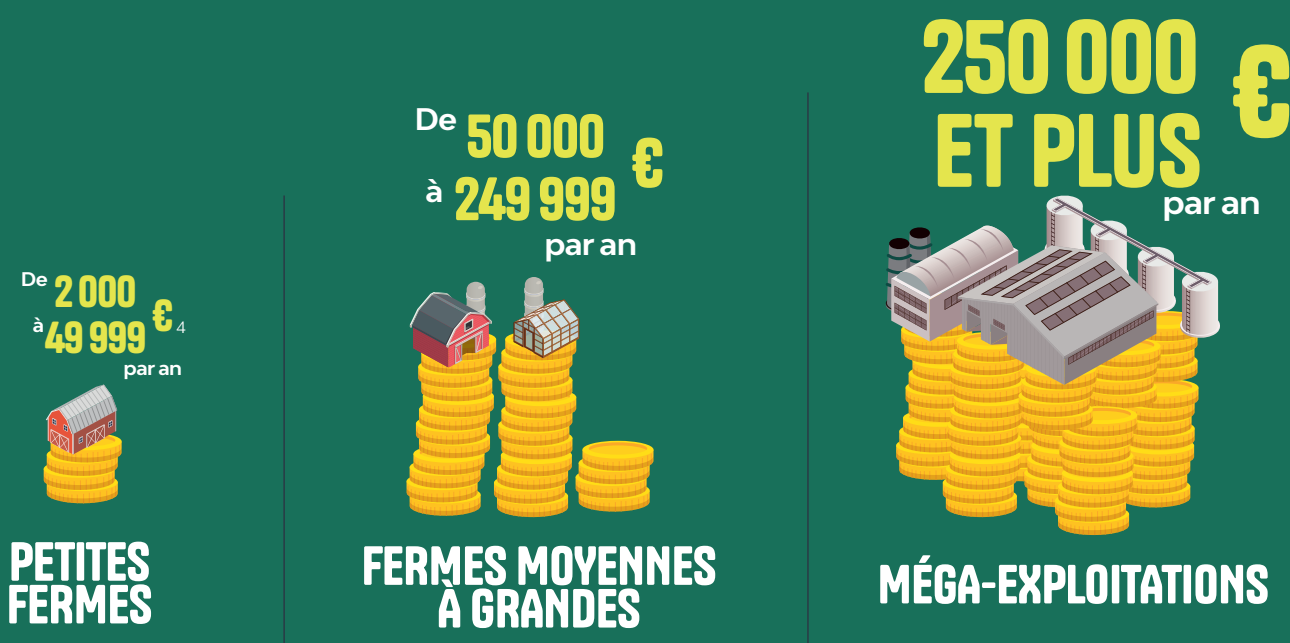
Les 5,5 millions d'exploitations non commerciales que compte l'UE (qui ne sont pas couvertes par cette analyse) sont pour la plupart considérées comme des fermes de subsistance, dans lesquelles une part importante de la production est consommée sur place et ne constitue pas le revenu principal des propriétaires³.

¹ Concrètement, pour être classée comme exploitation commerciale, une ferme doit dépasser une taille économique minimale, définie par sa production économique. Étant donné que les structures agricoles diffèrent d'un pays à l'autre de l'Union européenne, le seuil de la taille économique minimale varie d'un pays à l'autre.

² La production économique ou production standard d'une exploitation est calculée sur la base de la valeur monétaire moyenne de la production agricole d'une exploitation au prix du marché, en euros par hectare ou par tête de bétail. Elle ne comprend pas les subventions.

³ Ces fermes ne font pas partie de l'ensemble de données du Réseau d'information comptable agricole (RICA), qui a été utilisé pour ce briefing, et ne sont donc pas incluses dans l'analyse.

⁴ Le RICA définit les exploitations agricoles commerciales comme celles dont la production standard est égale ou supérieure à 4 000 euros par an. Le seuil spécifique varie selon les États membres de l'UE de 4 000 à 50 000 euros. Toutefois, avant 2017, plusieurs États membres considéraient 2 000 euros comme le seuil minimum. Comme notre analyse couvre la période 2007-2022, nous avons inclus ces exploitations dans notre analyse et elles font partie de la catégorie des petites fermes.



Graphique 1. Catégories d'exploitations agricoles commerciales analysées dans le cadre de cette note d'information

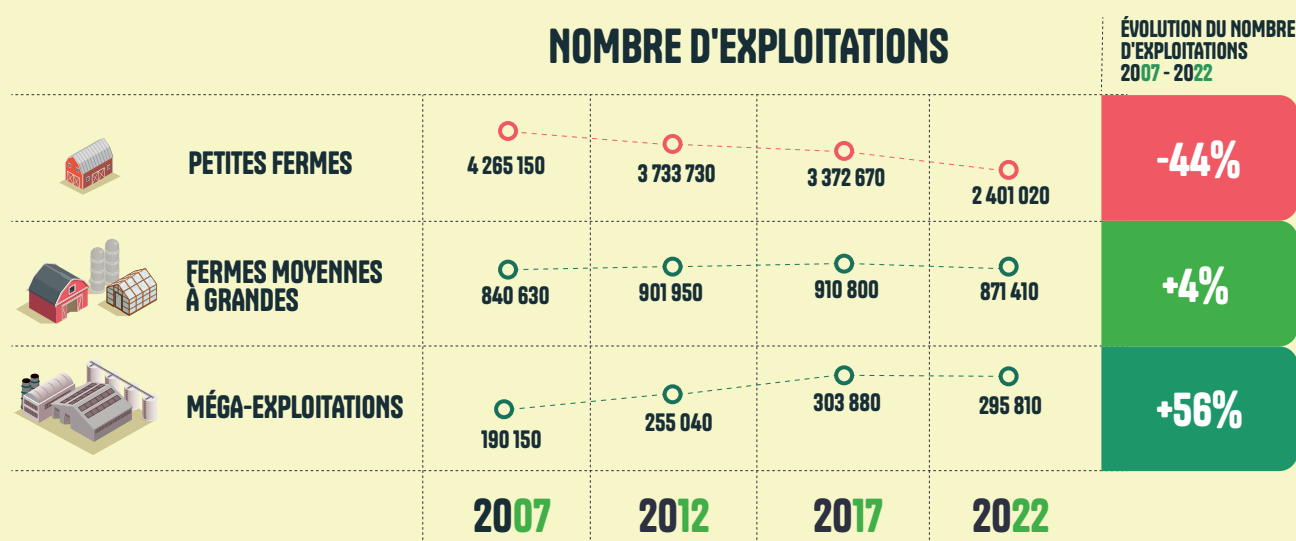
L'analyse du nombre d'exploitations dans chaque catégorie montre que les petites fermes, même celles classées comme commerciales, sont en voie de disparition.

En 2007, l'UE comptait **4,3 millions de petites fermes commerciales**. En 2022, il n'en restait plus que 2,4 millions, soit une **diminution de 44 % en 15 ans**. Néanmoins, les petites fermes constituent encore les deux tiers des exploitations commerciales de l'UE et représentent plus de 75 % des exploitations en Bulgarie, à Chypre, en Croatie, en Grèce, en Hongrie, en Lituanie, en Lettonie, à Malte, en Pologne, au Portugal, en Roumanie et en Slovénie. Le nombre de fermes de subsistance non commerciales a également diminué, avec une **perte d'environ 4,6**

millions de fermes entre 2005 et 2020.

Cette tendance est inversée pour les plus grandes catégories d'exploitations. **Le nombre de méga-exploitations** (celles dont la production économique est supérieure à 250 000 euros par an) a augmenté de **plus de la moitié (+56 %)** entre 2007 et 2022. Ces exploitations sont largement concentrées dans sept pays de l'UE : Allemagne, Belgique, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas et Slovaquie, où plus de 25 % des fermes sont de très grande taille.

Un examen plus approfondi de la catégorie des méga-exploitations montre que **les plus grandes méga-exploitations ont connu la croissance la plus importante** : le nombre des plus grandes méga-exploitations dont la production dépasse 500 000 euros a **presque doublé**, augmentant de 96 %.

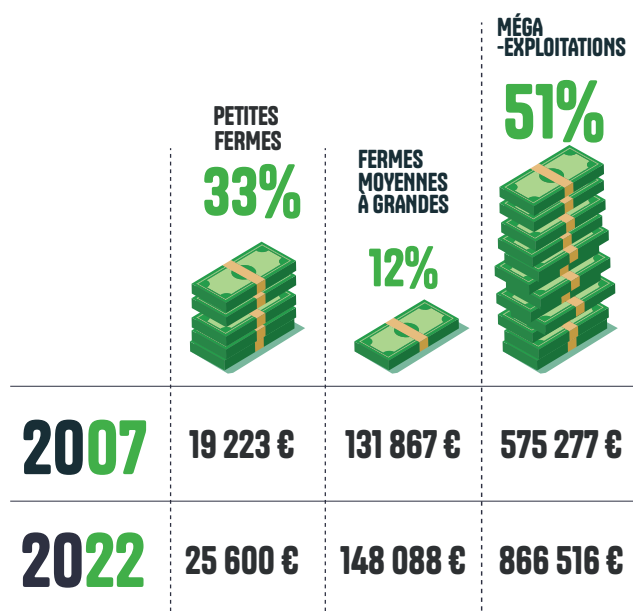


Graphique 2. Évolution du nombre d'exploitations agricoles commerciales entre 2007 et 2022

On compte aujourd'hui près de 117 000 de ces grandes méga-exploitations.

Même si **le nombre d'exploitations commerciales a diminué**, elles produisent davantage si l'on mesure la valeur économique moyenne de leur production. La **production économique par ferme a augmenté** entre 2007 et 2022 dans l'UE, les **plus grandes exploitations commerciales étant principalement à l'origine de cette augmentation** avec une hausse de 51 % de leur production. Le seul groupe de fermes exclu de cette évolution est celui dont la production économique est la plus faible (inférieure à 25 000 euros par an).

La tendance à l'augmentation de la production économique pour les exploitations agricoles se traduit souvent par la mise en œuvre de pratiques agro-industrielles plus destructrices et implique également que le pouvoir économique dans l'agriculture



Graphique 3. Évolution de la production économique moyenne par catégorie d'exploitation commerciale entre 2007 et 2022

continue d'être concentré entre les mains de quelques exploitations.

En 2022, quelque 250 000 des plus grandes exploitations en termes de production économique, qui ne représentent que 8 % du nombre total de fermes, étaient à l'origine de près de 60 % de la production économique totale. En zoomant davantage sur cette catégorie, on constate que seulement 3 % des exploitations - à savoir les 117 000 exploitations les plus puissantes économiquement, avec une production supérieure à un demi-million d'euros par an - représentent 39 % de la production économique agricole de l'ensemble de l'UE.

Les pays particulièrement concernés, où les méga-exploitations représentent au moins 50 % de la production, sont l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Estonie, la France, la Hongrie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie et la Suède.

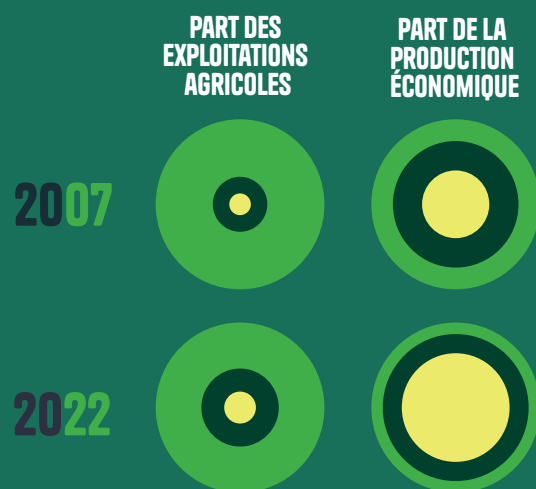
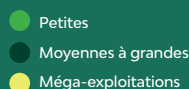
Le pouvoir économique de ces méga-exploitations est considérable et continue de croître. Alors que le nombre de ces exploitations a augmenté entre 2007 et 2022, leur part dans la production économique agricole globale a augmenté encore plus. La part de la production économique globale des exploitations produisant plus de 250 000 euros par an a augmenté de 134 %, tandis que le nombre de ces méga-exploitations n'a augmenté que de 56 %.

3. DES FINANCEMENTS DISPROPORTIONNÉS

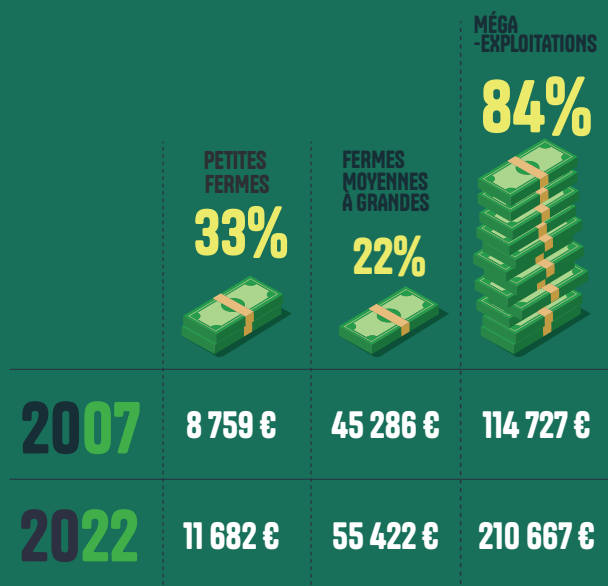
Parallèlement à l'augmentation de la production économique de la plupart des exploitations, le revenu moyen de toutes les exploitations commerciales a plus que doublé entre 2007 et 2022, mais de manière inégale. Alors que le revenu moyen des petites et moyennes-grandes fermes a augmenté respectivement de 33 % et de 22 %, celui des méga-exploitations a été multiplié par trois (+84 %).

Un examen plus approfondi des plus petites fermes révèle que le revenu moyen des fermes dont la production économique annuelle est inférieure à 15 000 euros a en fait diminué de 18 %, ce qui place les plus petites fermes dans la plus mauvaise position.

Le revenu d'une exploitation agricole reflète ce que les agriculteurs tirent de leur production, ainsi que les éventuelles subventions publiques, en contrepartie du travail qu'ils fournissent, après soustraction des coûts et des investissements. Les coûts liés aux pesticides, aux engrais, à la main-d'œuvre et aux investissements en matériel, ainsi que la valeur de la production, ont tous un impact sur le revenu global d'une ferme, de même que sur l'échelle de



Graphique 4. Évolution de la part de la production économique globale des différentes catégories d'exploitations agricoles commerciales entre 2007 et 2022



Graphique 5. Évolution du revenu moyen par catégorie d'exploitation commerciale entre 2007 et 2022

production.

Dans le système alimentaire et agricole actuel, de nombreux agriculteurs sont contraints d'augmenter leur production s'ils veulent accroître leurs revenus. Certains trouvent les capitaux nécessaires, d'autres non. Outre la croissance inégale des revenus, l'accès des agriculteurs aux financements privés et aux subventions publiques est également très inégal, les méga-exploitations bénéficiant du meilleur accès à ces deux sources.

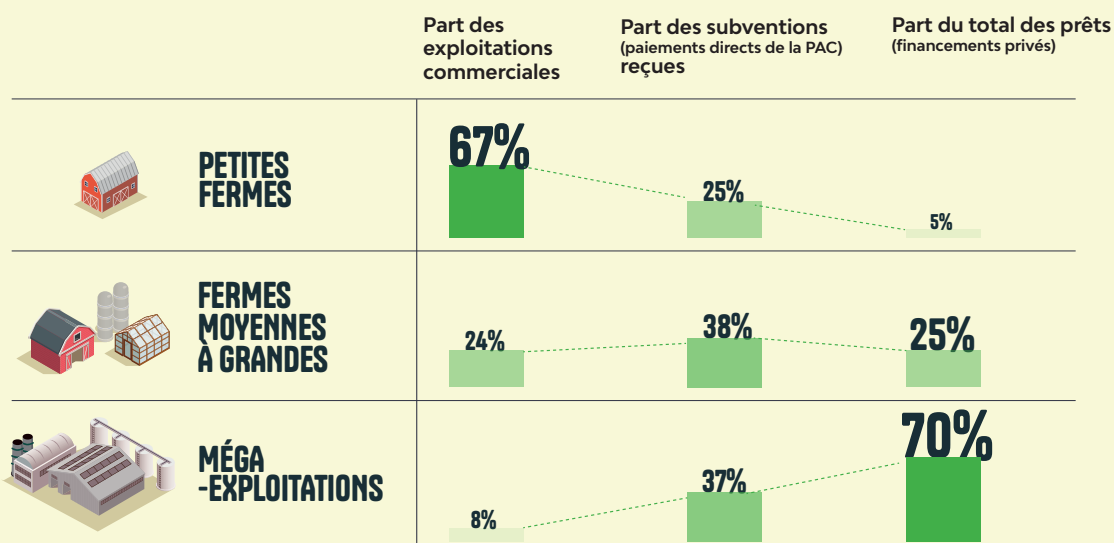
La politique agricole commune (PAC) de l'UE est la principale source de subventions publiques pour les agriculteurs européens. Elle représente plus de 30 % du budget total de l'UE, et plus des deux tiers du budget de la PAC sont versés sous forme de paiements directs, principalement en fonction de la superficie des terres cultivées. Étant donné que les exploitations ayant la plus grande production économique sont aussi celles qui contrôlent le plus d'hectares (voir les données ci-dessous), ces exploitations reçoivent une part disproportionnée des subventions publiques. Bien que les méga-exploitations ne représentent que 8 % des exploitations agricoles de l'UE, elles reçoivent 37 % des paiements directs accordés aux exploitations commerciales, alors que leurs revenus ne cessent d'augmenter (voir ci-dessus). En parallèle, les petites fermes commerciales ne reçoivent que 25 % des subventions, alors qu'elles représentent plus des deux tiers des exploitations commerciales en Europe.

De même que pour les subventions publiques, l'accès au financement privé est biaisé en faveur des plus grandes exploitations. Une analyse de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur le financement des entreprises agricoles et

agroalimentaires révèle que les grandes exploitations bénéficient d'un meilleur accès au financement privé. L'analyse réalisée dans le cadre de cette note d'information montre qu'en 2022, les méga-exploitations détenaient 70 % de l'endettement total du système agricole de l'UE. Les petites exploitations présentent le plus grand "déficit de financement", c'est-à-dire qu'elles ont besoin d'emprunter mais n'ont pas accès au crédit. Le rapport de la BEI souligne que les jeunes agriculteurs et ceux qui cherchent à réaliser des investissements respectueux de l'environnement ont particulièrement du mal à obtenir des prêts.

Dans l'ensemble, le secteur agricole dépend de plus en plus du financement bancaire, ce qui permet aux institutions privées de déterminer l'orientation de l'agriculture européenne. Or ces acteurs sont bien plus susceptibles de privilégier des profits et des retours sur investissements rapides que la santé et la résilience du système alimentaire ou le bien-être des zones rurales.

Si le revenu net de nombreuses méga-exploitations a augmenté, il en va de même pour leur niveau d'endettement. Dans l'ensemble, les exploitations agricoles sont aujourd'hui 30 % plus endettées qu'en 2007, mais elles n'ont pas toutes bénéficié du même accès au capital. Les petites et moyennes fermes ont en réalité réduit leur endettement, tandis que les grandes exploitations ont augmenté leurs prêts de près de 90 %. Cette situation peut créer un cercle vicieux, qui alimente encore plus la tendance à produire plus pour ne pas disparaître, car les exploitations doivent augmenter leur production pour rembourser leurs emprunts.



Graphique 6. Parts des subventions publiques et des prêts privés pour les différentes catégories d'exploitations agricoles commerciales en 2022

4. UNE CAMPAGNE EN DÉCLIN

L'augmentation de la production économique et des revenus dans l'ensemble du secteur agricole ne s'est pas traduite par une augmentation du nombre d'emplois, ni par une diminution de la précarité dans les zones rurales. Au contraire, le nombre d'agriculteurs et d'agricultrices diminue, l'environnement est de plus en plus fragilisé, et la puissance économique du secteur reste concentrée dans peu de mains.

Le nombre total d'unités de travail annuel⁵ (y compris le travail rémunéré et non rémunéré) dans le secteur agricole européen a chuté de près de 38 % entre 2007 et 2022. En particulier, les petites fermes sont passées de 6,5 millions d'emplois en 2007 à 2,7 millions en 2022 (-58 %),

une chute de
3.8 MILLIONS
D'EMPLOIS



Par ailleurs, les petites fermes représentent 60 % de la main-d'œuvre non rémunérée des exploitations agricoles, généralement composée de membres de

⁵ Une **unité de travail annuel** (UTA) représente l'équivalent d'un emploi à temps plein dans une exploitation agricole, c'est-à-dire le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans les emplois à temps plein dans chaque pays. Une unité de travail annuel correspond au travail effectué par une personne occupée à temps plein dans une exploitation agricole.

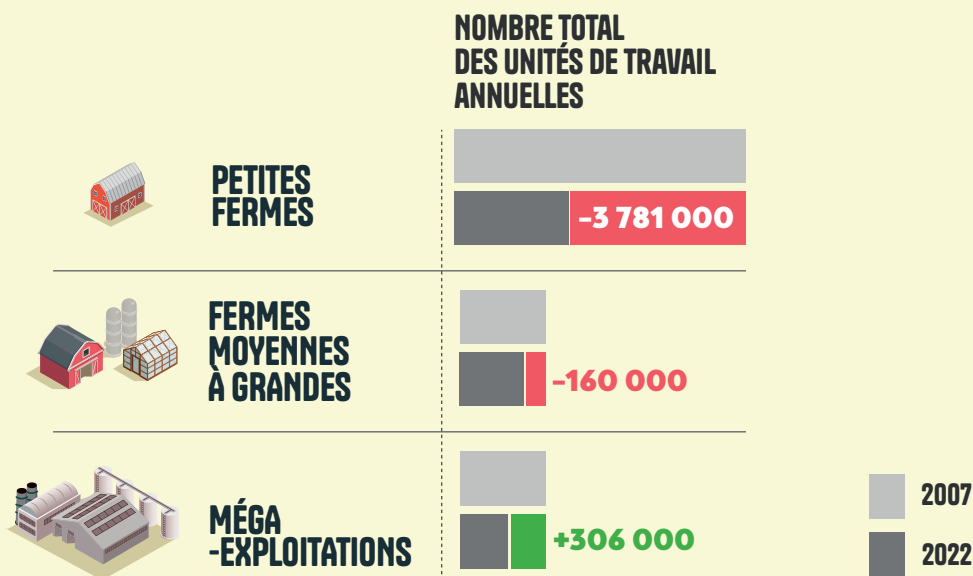
⁶ Une **unité de gros bétail** mesure de manière uniforme différentes espèces et différents âges d'animaux d'élevage, des vaches aux volailles, en décrivant la valeur économique de l'animal. Une unité ne correspond donc pas à un seul animal.

⁷ Les terres agricoles exploitées (ou **superficie agricole utilisée**) sont définies comme la superficie totale occupée par les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

la famille. La main-d'œuvre non rémunérée a chuté de 44 %, soit deux fois plus vite que la main-d'œuvre rémunérée de l'ensemble des fermes, qui a baissé de 21 %, sapant ainsi les fondements de l'agriculture familiale⁶, souvent citée comme la principale forme d'agriculture dans l'UE.

Ces pertes d'emplois dans les petites fermes n'ont pas été compensées par la croissance de l'emploi dans les grandes exploitations. Les fermes de taille moyenne à grande ont également perdu des emplois, et dans les méga-exploitations, seules 306 000 nouveaux emplois ont été recensés, passant de 1 219 000 à 1 525 000 entre 2007 et 2022.

Alors que la main-d'œuvre du secteur agricole diminue et que la production économique globale augmente, le bétail (mesuré en unités de gros bétail⁶) et la superficie agricole utilisée⁷ sont de plus en plus concentrés. Les 8 % d'exploitations les plus productives contrôlent aujourd'hui 63 % du cheptel et 36 % des terres agricoles de l'UE. Ainsi, les deux tiers (67 %) des exploitations agricoles de l'UE dont la production économique est la plus faible ne disposent que de 11 % du cheptel et de 25 % des terres agricoles.



Graphique 7. Nombre et évolution des unités de travail annuel (UTA) dans les différentes catégories d'exploitations agricoles commerciales entre 2007 et 2022

5.

FRANCE : LES MÉGA-EXPLOITATIONS ONT DOUBLÉ EN NOMBRE ET PLUS QUE TRIPLÉ EN TERMES DE PRODUCTION ÉCONOMIQUE

La pression exercée sur les agriculteurs pour qu'ils augmentent leur rendement et leur production, sous peine de disparaître, est également évidente en France. Comme dans le reste de l'UE, les petites fermes disparaissent et perdent des revenus, tandis que le nombre et la production des méga-exploitations grimpent en flèche.

- Entre 2007 et 2022, 10 % des fermes françaises ont disparu. Mais **cette réduction ne concerne que les petites et moyennes-grandes fermes, qui ont diminué respectivement de 35 % et 24 %**. Les moyennes-grandes fermes restent cependant le groupe le plus important du secteur agricole, avec 58 % des exploitations en 2022.
- **Le nombre de méga-exploitations a, quant à lui, plus que doublé depuis 2007 (+107 %)**. Parmi ces méga-exploitations, **le nombre d'exploitations dont la production économique est supérieure à 500 000 € a pratiquement triplé (+212 %)**.
- Toutes les catégories d'exploitations agricoles produisent désormais davantage, y compris en France. Bien que les exploitations agricoles aient vu leur production économique par exploitation augmenter entre 2007 et 2022 dans toutes les catégories, les méga-exploitations ont été le moteur de cette augmentation, avec une hausse de 51 % de leur production, alors que la croissance des petites exploitations a été beaucoup plus faible (11 %). Parmi les méga-exploitations, celles dont la production économique est supérieure à 500 000 euros ont connu une augmentation encore plus forte de leur production économique (63 %).
- Les méga-exploitations ont produit 61 % de la production économique totale en 2022. Leur production économique a connu une croissance impressionnante de 212 % entre 2007 et 2022, bien plus importante que l'augmentation du nombre de méga-exploitations (+107 %).
- Entre 2007 et 2022, le revenu net moyen par exploitation de toutes les exploitations agricoles commerciales en France a augmenté de 78 %, mais ces chiffres cachent une disparité considérable. **Alors que les méga-exploitations ont augmenté leur revenu net moyen par exploitation de 72 %, les petites fermes ont perdu en revenu moyen (-2 %)**.
- L'inégale amélioration des revenus s'explique aussi par l'inégale répartition des subventions publiques destinées à soutenir les agriculteurs. En France, les méga-exploitations ont reçu 39 % des aides directes de la politique agricole commune de l'UE en 2022, alors qu'elles ne représentent que 28 % des exploitations agricoles du pays. En comparaison, **les petites fermes commerciales, dont le revenu moyen a diminué, ne recevront que 7 % des subventions en 2022**.
- **Les plus grandes exploitations ont également le meilleur accès au financement privé, puisqu'elles détiennent 61 % de la dette totale du système agraire français. Les méga-exploitations ont augmenté leurs prêts de 200 %**, tandis que les petites fermes les ont diminués de 44 %.
- Globalement, le nombre d'emplois dans l'agriculture a diminué de 7 % entre 2007 et 2022 (exprimé en unités de travail annuel ou UTA). Les petites et moyennes-grandes fermes, en particulier, ont perdu plus d'un tiers de leurs emplois (-39 % et 34 % respectivement).
- En 2022, les méga-exploitations concentraient 60 % des animaux d'élevage (exprimés en unités de gros bétail ou UGB) et près de 41 % des terres agricoles (exprimées en surface agricole utile ou SAU), alors qu'il ne représente que 28 % de l'ensemble des exploitations agricoles.

6. CONCLUSION

L'Europe perd rapidement ses agriculteurs et ses emplois agricoles, avec la disparition de millions de petites fermes. Depuis 2007, près de **deux millions d'exploitations agricoles commerciales ont ainsi disparu**, pour la plupart des petites fermes qui ont fermé leurs portes ou qui sont passées à un niveau de production industriel. Dans le même temps, le **nombre de méga-exploitations a augmenté** de plus de moitié. En moyenne, toutes les exploitations restantes génèrent davantage de production économique et de revenus pour les agriculteurs (subventions comprises), mais ce sont les méga-exploitations qui ont connu les augmentations les plus importantes.

Si les agriculteurs et agricultrices se sont dans l'ensemble enrichis entre 2007 et 2022, ce n'est pas le cas de tous les agriculteurs : malgré ces augmentations, de nombreux agriculteurs et agricultrices rencontrent des difficultés économiques, ce qui a alimenté les manifestations du début d'année. Le système agricole et alimentaire actuel, à la merci des subventions publiques, des financements privés et des pressions politiques, oblige agriculteurs et agricultrices à augmenter leur production pour survivre.

Cette évolution vers des exploitations agricoles industrielles de plus en plus grandes a de graves conséquences, notamment la concentration accrue de la production alimentaire dans les mains d'une poignée de très grandes entreprises, l'augmentation du chômage rural, un **fossé croissant** entre les zones urbaines et rurales, le déclin du bien-être animal et la destruction de la nature dont dépend pourtant le monde paysan.

Cette situation est le résultat d'un **échec politique**. L'accent mis sans relâche sur la maximisation de la production agricole, souvent défendue par des responsables politiques conservateurs et populistes, a **profité de manière disproportionnée aux grandes exploitations**, tout en ne faisant pas grand-chose pour sauvegarder les plus petites ou améliorer les moyens de subsistance des populations rurales. Les discours sur la "sécurité alimentaire" ou le slogan selon lequel "l'Europe doit nourrir" ont principalement servi les intérêts des plus grandes exploitations, qui dominent déjà la production économique et les capacités de production.

Jusqu'à présent, peu d'attention politique a été accordée aux **facteurs économiques à l'origine du déclin rapide de** l'agriculture paysanne. Le Copa-Cogeca, le plus grand syndicat agricole de l'UE, et les responsables politiques qui s'expriment au nom des agriculteurs et agricultrices ont affirmé qu'**il n'était tout simplement pas "réaliste"** pour de nombreuses petites fermes de survivre dans le contexte actuel.

Pour relever les défis économiques auxquels est confrontée l'agriculture paysanne, il faut modifier en profondeur la structure du secteur agricole et alimentaire, afin de favoriser l'adoption de pratiques plus durables et de régimes alimentaires qui font la part belle aux fruits, légumes et légumes secs, tout en améliorant le soutien financier accordé aux petites fermes soucieuses de l'environnement. Les bénéfices de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire devraient être mieux redistribués afin que les agriculteurs et agricultrices reçoivent une juste rémunération pour ce qu'ils produisent. Il devrait également être possible de leur garantir de meilleurs revenus en produisant moins mais des produits de haute qualité, et par le biais de chaînes d'approvisionnement plus courtes, plutôt qu'en augmentant simplement la production à des prix de plus en plus bas.

Les responsables politiques de l'UE ont le pouvoir de réorganiser les **subventions publiques** dans le cadre de la politique agricole commune afin de soutenir ce changement, de faire appliquer les règles contre les **pratiques commerciales déloyales** et d'encadrer le **financement du secteur privé** pour soutenir l'agriculture écologique et paysanne. Un véritable leadership et une volonté politique sont essentiels pour s'attaquer aux problèmes structurels à l'origine du déclin de l'agriculture paysanne et de l'essor d'une agriculture industrielle qui nuit à l'environnement.

Ces conclusions correspondent aux recommandations du [Dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture européenne](#), un processus lancé par la présidente de la Commission en janvier 2024 et qui a permis aux principaux acteurs de l'alimentation et de l'agriculture de parvenir à un consensus sur une vision et de proposer un large éventail de recommandations quant à l'avenir du secteur⁸.

L'une de ces recommandations préconise l'abandon des subventions directes basées sur la superficie des terres agricoles et l'octroi d'une aide réservée aux agriculteurs et agricultrices qui en ont le plus besoin, en particulier ceux qui protègent et restaurent activement la nature. D'autres recommandations portent sur l'application de mesures contre les pratiques commerciales déloyales, une meilleure mobilisation des capitaux pour des projets permettant aux petites fermes d'évoluer vers des pratiques durables, une réduction des impacts de l'élevage dans les régions à forte concentration de bétail et une évolution vers des régimes alimentaires plus sains et moins gourmands en ressources, avec une plus grande consommation d'aliments d'origine végétale.

⁸ Parmi les participants figuraient des représentants des principaux syndicats agricoles, des industries agro-alimentaires et de la grande distribution, des producteurs de semences et d'engrais, des négociants, des travailleurs agricoles, de la Banque européenne d'investissement, ainsi que des ONG environnementales, des groupes de protection des animaux et des associations de consommateurs.

ANNEXE : MÉTHODOLOGIE

L'analyse des données a été réalisée par le cabinet [Kaas&Mulvad](#). Les statistiques ont été compilées à l'aide du [Réseau d'information comptable agricole \(RICA\)](#). Le RICA rassemble des enquêtes annuelles menées par les pays de l'UE. Il s'agit de la seule source de données microéconomiques harmonisée au niveau européen. L'échantillon annuel couvre environ 80 000 exploitations agricoles, qui représentent une population d'environ 3,5 millions d'exploitations commerciales dans l'UE, couvrant environ 90 % de la superficie agricole utilisée. Dans le RICA, les fermes sont classées par groupes en fonction de leur taille économique (définie par la production brute des exploitations aux prix à la production, également connue sous le nom de production standard totale/SO), de leur région et de leur spécialisation. Chaque ferme de l'échantillon est représentative de fermes similaires et se voit attribuer [un poids](#) en fonction du nombre de fermes qu'elle représente afin d'obtenir une moyenne. Environ 5,5 millions de très petites fermes de subsistance ne sont pas couvertes.

L'ensemble des données nationales et européennes de ce rapport sont compilées en multipliant les chiffres des fermes moyennes des différentes tailles économiques par le nombre de fermes qu'elles représentent. Le traitement des données vise à montrer comment l'agriculture de l'UE s'est développée structurellement. La base de données du RICA est conçue pour montrer le développement économique au sein des groupes et des secteurs, et non le développement structurel, mais les données sont les plus récentes disponibles et permettent de décrire la situation de la meilleure façon possible. Les chiffres sont sujets à des incertitudes et doivent être considérés comme indicatifs plutôt que comme précis.

Les données du RICA sont disponibles pour 12 tailles de fermes différentes, regroupées dans cette note en trois grandes catégories afin de montrer comment les grandes exploitations agricoles se sont développées par rapport aux petites et moyennes fermes.

Les chiffres du RICA pour 2022 sont encore incomplets, car il manque des données pour six pays de l'UE ; ces données manquantes ont donc été estimées à partir de celles de 2021.

Les exploitations britanniques sont incluses dans les données jusqu'en 2020, ce qui signifie qu'environ 100 000 exploitations, 200 000 unités de travail annuel et 15 millions d'hectares ont été retirés

des données à partir de 2021. Toutefois, cela ne modifie pas les tendances générales entre les différentes catégories de fermes décrites dans cette note d'information. Si l'on déduit le nombre d'exploitations britanniques, la tendance à la concentration sur les grandes exploitations devient encore plus visible.

Dans les ensembles de données du RICA, la taille des fermes est classée en catégories économiques sur la base de la production standard, qui est régulièrement ajustée pour tenir compte de l'évolution des prix dans l'agriculture. Toutefois, les tailles économiques définies pour les fermes ne sont pas ajustées. Par conséquent, une partie de l'augmentation dans les groupes les plus importants peut s'expliquer par la croissance de la taille économique de certaines exploitations en raison de l'évolution des prix. Toutefois, cette dynamique ne peut expliquer la totalité de la croissance des groupes les plus importants.

La limite inférieure de ce qui est considéré comme une exploitation commerciale est fixée par les différents États membres. Dans certains pays, ce seuil a été ajusté au fil du temps. Ainsi, toutes les exploitations qui disparaissent des données du RICA n'ont pas été fermées ; certaines ne sont simplement plus considérées comme des exploitations commerciales. Pour avoir une vue d'ensemble de la disparition des exploitations, il faut compléter les données du RICA utilisées dans cette analyse avec les données de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles ([ESEA](#)) qui incluent aussi d'autres paramètres et montrent une forte diminution du nombre de toutes les exploitations agricoles (pas seulement les exploitations commerciales) dans l'UE, alors que la superficie utilisée pour la production est restée stable. Une analyse complète de la base de données de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles n'a cependant pas été menée dans le cadre de cette recherche.

Les nombreuses définitions des seuils et leurs modifications permanentes constituent un défi lorsqu'il s'agit d'utiliser des données pour décrire l'évolution structurelle. Le travail législatif dans le domaine de l'agriculture nécessite des données actualisées sur la situation des agriculteurs et agricultrices, qui ne sont pas disponibles actuellement. Il serait utile de disposer de données supplémentaires et d'une analyse plus détaillée pour mieux décrire l'évolution de l'agriculture.